

Nature de l'acte : 8.3

N° 2019 09 319

ARRÊTÉ RUE BARRÉE PASSAGE BRENJOT

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 et L. 212218,

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1, R. 110-2, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, et R. 411-25 à R. 411-28, R. 417-4, R. 417-10 et R. 417-11,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 huitième partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu les arrêtés de police portant règlement général de la circulation,

Vu la demande présentée par ETE RESEAUX 19 avenue de Bagnères 65190 TOURNAY, en vue du déploiement de la fibre optique, passage Brenjot, du 16 septembre 2019 au 18 septembre 2019,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de prendre des mesures en matière de circulation des véhicules,

ARRETE

Article 1

Du 16 septembre 2019 au 18 septembre 2019, le passage Brenjot sera barré au droit des travaux.

Article 2

Durant la période visée à l'article 1 ci-dessus, les véhicules assurant la desserte aux riverains seront autorisés à circuler dans le sens rue de l'hôtel de Ville vers avenue du Maréchal Foch.

Article 3

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4

La signalisation d'interdiction et d'information sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La mise en place et la maintenance de la signalisation d'interdiction et d'information est à la charge et sous la responsabilité de ETE RESEAUX.

Article 5

Conformément à l'article R. 102 du Code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6

Madame le Maire de la commune de Lourdes, Monsieur le Commandant de police de Lourdes, Madame la Directrice Générale des Services Techniques, Monsieur le Directeur du Pôle Espace Public et Madame le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 4 septembre 2019

Par délégation du Maire,

Alain ABADIE
ADJOINT DÉLÉGUÉ

<p>Je soussignée, Josette BOURDEU, Maire de la ville de Lourdes, certifie avoir fait afficher à l'emplacement prévu à cet effet le présent acte du au Fait à Lourdes, le P^e le Maire, Le Directeur Général des Services délégué</p>	<p>Notifié le <input type="checkbox"/> Par courrier recommandé envoyé le <input type="checkbox"/> par remise en main propre Je soussigné(e)..... Signature : Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU Cours Lyautey - 64000 PAU dans un délai de deux mois.</p>
--	--